

dire. En tous cas, je me sens honoré de siéger dans la première rangée des banquettes de cette Chambre et au même pupitre que mon gentil collègue. La grande guerre qui vient de se terminer a eu pour effet de modifier l'attitude politique d'une foule de citoyens du Canada. C'est probablement grâce à cela que le parlement actuel compte tant de députés du parti agraire.

Je me souviens bien et plusieurs membres de la Chambre ne doivent pas avoir oublié qu'il y a quelques années à peine, dans les carefours et les hamaux lointains, les luttes politiques se livraient surtout entre les partis. En ce temps-là, libéraux et conservateurs criaient: "Restez avec votre parti", et bien des fois des voisins ayant les mêmes intérêts étaient divisés par des questions politiques et venaient sur le point de rompre. Je crois, certes, que la grande guerre que nous avons traversée est en partie la cause du changement qui s'est opéré à cet égard dans nos campagnes.

Les cultivateurs sont maintenant organisés, et je ne pense pas que qui que ce soit le leur reproche. Depuis longtemps, ils étaient organisés et se donnaient la main dans la poursuite des entreprises commerciales; il est donc simplement logique qu'ils fassent un pas de plus et s'organisent dans le domaine de la politique. Grâce à cette organisation, les cultivateurs canadiens sont maintenant représentés au Parlement comme ils ne l'ont jamais été autrefois. Ils ne sont pas lancés dans cette aventure politique afin d'obtenir des lois favorisant une classe plus que les autres, bien qu'au cours de la récente lutte électorale, on ait prétendu qu'ils s'étaient associés pour des fins égoïstes et pour faire rendre des lois avantageuses pour eux.

Nous voulons bien admettre qu'il existe peut-être parmi les cultivateurs autant d'égoïsme qu'au sein des autres classes; mais nous n'admettons pas que les cultivateurs cèdent plus aux sentiments égoïstes que tout autre groupe de la communauté. Nous avons entrepris cette croisade dans le dessein de faire connaître nos sentiments au pas et de contribuer à l'élaboration des lois du Dominion. Certes, on avouera que personne n'est plus en état de comprendre la situation de l'industrie agricole que ceux-là mêmes qui s'adonnent à l'agriculture. Les marchands du pays sont au courant de la situation commerciale, les fabricants connaissent bien les besoins industriels et les cultivateurs sont les plus aptes à comprendre et à interpréter les conditions de la vie rurale. Nous sommes

[M. Woods.]

donc venus ici pour aider à la rédaction des lois sur des principes larges et généreux et pour expliquer de notre mieux quels sont les besoins de la classe agricole du Canada.

Ce dont nous avons assurément besoin et dont la nécessité a souvent été mentionnée, ce sont des marchés plus vastes pour les produits agricoles. Nous avons beaucoup entendu de commentaires sur la dépopulation des campagnes canadiennes, principalement de celles de la province d'Ontario. Cette dernière assertion est vraie; les régions rurales d'Ontario sont moins peuplées qu'elles ne l'étaient autrefois. Quelle est la raison de cet état de choses. Lorsque les cultivateurs désertent le sol et que leurs fils, refusant de rester au pays, se dirigent vers les grandes cités, il doit exister une cause. A mes yeux, la principale cause de cet exode est la récompense insuffisante du labeur des cultivateurs. Le fils d'un cultivateur ne restera pas sur la terre lorsque son cousin de la ville reçoit plus que lui pour son travail. Donc, pour accroître la population des campagnes et augmenter le rendement agricole, il faut procurer des débouchés aux produits de la terre. Nous habitons un pays relativement jeune et possédant d'immenses ressources agricoles encore inexploitées. Les vastes prairies de l'Ouest renferment des milliers d'acres de terre inculte qui pourraient produire abondamment. Même les campagnes d'Ontario—je parle de ce qu'on nomme le vieil Ontario—pourraient donner un rendement beaucoup plus considérable. Cependant, ainsi que je le disais tantôt, les hommes désertent les champs. Ils ne s'en éloignent pas parce que ceux-ci sont des mines d'or; on ne fuit pas celles-ci.

Une chose dont nous avons besoin, ce sont des marchés plus grands, plus vastes pour les produits de nos champs. Comment les obtiendrons-nous? Nous sommes entravés jusqu'à un certain point à cause de la loi Fordney qu'a établie la grande république voisine. De plus, l'embargo que l'Angleterre a mis sur notre bétail n'est pas encore levé. Nous espérons qu'il le sera un jour, mais il n'en est pas moins vrai que cet embargo existe en Angleterre et que nos bêtes à cornes doivent être abattues dans le port par où elles arrivent; ce qui nuit à la vente du bétail de nos cultivateurs, parce que cela en diminue la valeur.

En ce qui concerne le marché des Etats-Unis, notre marché naturel, la loi Fordney constitue une barrière. Nous jetons les yeux sur le Gouvernement et nous espérons qu'il pourra conclure un arrangement qui